

**Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional  
de la Région Wallonne**

*Convention collective de travail du 6 mars 2006*

*remplaçant la convention*

*collective de travail du 8 décembre 2005 relative à l'octroi d'une*

*allocation complémentaire de chômage en faveur*

*de certains travailleurs âgés licenciés*

**CHAPITRE Ier - Champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.**

La présente convention s'applique aux travailleurs et aux employeurs ressortissant à la Sous-commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région Wallonne.

Pour l'application des dispositions de la présente convention, on entend par travailleurs, les ouvriers et les ouvrières, les employés et les employées en ce compris le personnel de direction.

**CHAPITRE II - Principes et modalités**

**Art. 2.**

Les travailleurs ayant atteint l'âge de 55 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006 et licenciés pour un motif autre que la faute grave, bénéficient, à l'issue de leur préavis, jusqu'à la date de prise de cours de leur pension de retraite et au plus tard lorsqu'ils atteignent

l'âge de 65 ans, d'une allocation complémentaire de chômage égale à 1 % de leur rémunération de référence par année de service à la société.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les travailleurs provenant de la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux qui n'ont pas atteint l'âge de 55 ans mais qui ont une ancienneté de service de 35 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006 bénéficient, en cas de licenciement pour un motif autre que la faute grave, de l'allocation complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à l'issue de leur préavis, jusqu'à la date de prise de cours de leur pension de retraite et au plus tard lorsqu'ils atteignent l'âge de 65 ans.

Pour le calcul des années de service, il faut entendre les années passées effectivement au service d'une société de transport urbain ou régional exprimées en équivalent temps plein.

Tout excédent de 6 mois ou plus en dehors des années entières est compté pour une année complète.

Les travailleurs âgés de 50 ans et plus qui prestent à temps partiel dans le cadre des dispositions légales et sectorielles relatives à l'interruption de carrière sont considérés comme des travailleurs prestant à temps plein pour le calcul des années de service.

Pendant la période où le travailleur visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne bénéficie pas des allocations de chômage au taux de 60 %, il perçoit en outre une indemnité complémentaire compensant la différence entre l'allocation de chômage à 60 % et l'allocation de chômage réellement perçue par lui.

Lorsque l'allocation de chômage est réduite en application d'une règle de cumul d'allocations de chômage et de rémunération dans le chef du travailleur, la garantie prévue à l'alinéa précédent se calcule sur base de l'allocation de chômage à laquelle le travailleur aurait pu prétendre si l'allocation n'avait pas été réduite du fait du cumul.

La date de prise de cours de la pension prise en considération pour l'application de la présente convention collective est celle résultant de l'application de l'article 64 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage; toutefois, à la demande expresse du travailleur, la date de prise de cours de la pension peut être anticipée à partir de 60 ans.

**Art. 3.**

La rémunération du travailleur est calculée comme suit :

*Pour les ouvriers*

(salaire horaire x norme) + montant fixe.

Le salaire horaire pris en considération est celui mentionné sur la dernière fiche de paie d'activité.

La norme annuelle est équivalente à 1983,6 heures.

La valeur du montant fixe indexable est actuellement de 1.283,97 EUR.

*Pour les employés*

(rémunération mensuelle brute X 12) + montant fixe

La rémunération mensuelle prise en considération est la rémunération **barémique** mentionnée sur la dernière fiche de paie d'activité, à l'exclusion des primes et indemnités non liées directement au bénéfice du barème.

Toutefois, pour les travailleurs qui prestent à temps partiel, la rémunération prise en considération est la rémunération barémique à laquelle ils pourraient prétendre s'ils exerçaient leurs prestations de travail à temps plein.

La valeur du montant fixe indexable est actuellement de 1.283,97 EUR.

**Art. 4.**

L'allocation complémentaire de chômage fait l'objet de l'indexation et est **recalculée**, le cas **échéant**, en cas de modifications des échelles **barémiques** applicables au personnel en activité, modifications qui résulteraient d'une convention collective, sauf si cette dernière en dispose autrement.

**Art. 5.**

L'allocation complémentaire prévue par l'article 2 est versée chaque mois à terme échu au bénéficiaire.

**Art 6.**

L'allocation complémentaire prévue par l'article 2, à l'exclusion des alinéas 6 et 7, reste due lorsque le bénéficiaire perd le bénéfice des allocations de chômage suite à une reprise du travail chez un autre employeur ou en tant qu'indépendant.

**Art. 7.**

Pour ouvrir le droit à l'allocation complémentaire, le travailleur bénéficiaire de la présente convention est tenu de fournir à son dernier employeur une attestation délivrée par son organisme de paiement des allocations de chômage certifiant qu'il est bénéficiaire d'allocations de chômage.

**Art. 8.**

Le travailleur bénéficiaire des dispositions de la présente convention est tenu d'informer son dernier employeur dès qu'il bénéficie d'une pension de retraite.

**Art. 9.**

Les années durant lesquelles le travailleur bénéficie des dispositions de la présente convention entrent en ligne de compte pour déterminer le facteur "n" pris en considération dans le calcul de la pension complémentaire.

**Art. 10.**

Les travailleurs licenciés en exécution des dispositions de la présente convention bénéficient de la prime de fin d'année, pour l'année au cours de laquelle leur contrat de travail prend fin, au prorata de leur période d'occupation au cours de cette année.

**Art. 11.**

L'employeur verse aux travailleurs licenciés en exécution des dispositions de la présente convention le solde éventuel de leur compte de masse d'habillement.

**Art. 12.**

Le solde éventuel de l'avance sociale est récupérable lors du départ du travailleur.

*CHAPITRE III : Dispositions finales*

**Art. 13.**

La présente convention abroge la convention collective de travail du 8 décembre 2005 relative à l'octroi d'une allocation complémentaire de chômage en faveur de certains travailleurs âgés licenciés, enregistrée le 11 janvier 2006 (numéro 77985).

**Art 14.**

La présente convention produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région Wallonne.

La partie qui dénonce la présente convention collective de travail est tenue de proposer un nouveau projet de convention.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

08-03-2006

23-03-2006

NR.

79.106/6/328.02

N°

Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Vlaamse Gewest

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 6 maart 2006 ter vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 december 2005 betreffende de toekenning van een aanvullende werkloosheidsvergoeding ten gunste van sommige oudere ontslagen werknemers*

### *HOOFDSTUK I – Toepassingsgebied*

#### *Artikel 1*

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst worden onder werknemers, de werklieden en werksters, de mannelijke en vrouwelijke bedienden verstaan, inclusief het directiepersoneel.

### *HOOFDSTUK II - Principes en modaliteiten*

#### *Art. 2*

De werknemers die met ingang van 1 januari 2006 de leeftijd van 55 jaar hebben bereikt en die ontslagen zijn om een andere reden dan de dringende reden, genieten op het einde van hun opzegging tot de datum van inwerkingtreding van hun pensioen en uiterlijk wanneer zij de leeftijd van 65 jaar bereiken een aanvullende werkloosheidsuitkering die gelijk is aan 1% van hun referentieloon per dienstjaar bij de maatschappij.

In afwijking van het eerste lid, genieten de werknemers Van de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen die de leeftijd van 55 jaar niet hebben bereikt maar die een dienstanciënniteit hebben van 35 jaar met ingang van 1 januari 2006 in geval van ontslag om een andere reden dan de dringende reden, de aanvullende uitkering bedoeld in het eerste lid, op het einde van hun opzegging, tot de datum van inwerkingtreding van hun rustpensioen en uiterlijk wanneer zij de leeftijd van 65 jaar bereiken.

Voor de berekening van de dienstjaren, moeten de jaren worden geteld die effectief werden doorgebracht ten dienste van een maatschappij voor stads- en streekvervoer uitgedrukt in voltijdse equivalenten.

Elk overschot van 6 maanden of meer buiten de volledige jaren wordt geteld als een volledig jaar.

Werknemers van 50 jaar en ouder die deeltijds werken in het kader van de wettelijke en sectorale bepalingen betreffende de loopbaanonderbreking worden beschouwd als voltijdse werknemers voor de berekening van de dienstjaren.

Tijdens de periode dat de werknemer bedoeld in het eerste en tweede lid geen werkloosheidsuitkeringen geniet aan 60% ontvangt hij bovendien een aanvullende vergoeding die het verschil compenseert tussen de werkloosheidsvergoeding aan 60% en de werkloosheidsvergoeding die hij werkelijk heeft ontvangen.

Wanneer de werkloosheidsvergoeding verminderd is met toepassing van een regel inzake cumulatie van activiteiten, wordt de garantie vermeld in het vorige lid berekend op basis van de werkloosheidsvergoeding waarop de werknemer aanspraak had kunnen maken als de vergoeding niet verminderd was geweest ingevolge de cumulatie.

De datum van inwerkingtreding van het pensioen die in aanmerking genomen wordt voor de toepassing van deze collectieve overeenkomst is die welke voortvloeit uit de toepassing van artikel 64 van het Koninklijk Besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering ; op uitdrukkelijk verzoek van de werknemers kan de datum van inwerkingtreding van het pensioen echter worden vervroegd vanaf 60 jaar.

### Art. 3

De vergoeding van de werknemer wordt als volgt berekend :

#### *Voor de arbeiders*

(uurloon x norm) + vast bedrag.

Het uurloon dat in aanmerking wordt genomen is dat wat vermeld staat op de laatste betalingsfiche.

De jaarnorm is gelijk aan 1983,6 uren.

De waarde van het vast indexeerbaar bedrag is momenteel 1.283,97 EUR.

#### *Voor de bedienden*

(bruto maandloon X 12) + vast bedrag

Het maandloon dat in aanmerking wordt genomen is het baremaloon vermeld op de laatste betalingsfiche, met uitsluiting van de premies en vergoedingen die niet rechtstreeks verbonden zijn aan het recht op de loonschaal.

Voor deeltijdse werknemers is het loon dat in aanmerking wordt genomen echter het baremaloon waarop zij zouden kunnen aanspraak maken als zij voltijds werkten.

De waarde van het vast indexeerbaar bedrag is momenteel 1.283,97 EUR.

*Art. 4*

De aanvullende werkloosheidsvergoeding wordt geïndexeerd en wordt herberekend in geval van wijziging van de loonschalen die toepasbaar zijn op het actieve personeel, wijzigingen die zouden voortvloeien uit een collectieve overeenkomst, behalve als deze laatste hierover anders beschikt.

*Art. 5*

De aanvullende vergoeding vermeld in artikel 2 wordt maandelijks achteraf gestort aan de gerechtigde.

*Art. 6*

De aanvullende vergoeding vermeld in artikel 2, met uitsluiting van de leden 6 en 7, blijft verschuldigd wanneer de gerechtigde het recht op de werkloosheidsuitkeringen verliest ingevolge een werkhervatting bij een andere werkgever of als zelfstandige.

*Art. 7*

Om recht te hebben op de aanvullende vergoeding moet de werknemer die gerechtigde is van deze overeenkomst aan zijn laatste werkgever een attest bezorgen afgeleverd door zijn betalingsinstelling van de werkloosheidsvergoedingen waaruit blijkt dat hij recht heeft op werkloosheidsuitkeringen.

*Art. 8*

De werknemer op wie de bepalingen van deze overeenkomst van toepassing zijn is verplicht om zijn laatste werkgever op de hoogte te brengen zodra hij met pensioen gaat.

*Art. 9*

De jaren tijdens dewelke de werknemer de bepalingen van deze overeenkomst geniet, komen in aanmerking om de factor "n" te bepalen die in aanmerking wordt genomen bij de berekening van het aanvullend pensioen.

*Art. 10*

De werknemers die ontslagen worden ter uitvoering van de bepalingen van deze overeenkomst ontvangen de eindejaarspremie voor het jaar tijdens hetwelk hun arbeidsovereenkomst ten einde loopt, naar rato van hun tewerkstellingsperiode in de loop van dit jaar.

*Art. 11*

De werkgever stort aan de werknemers die ontslagen worden ter uitvoering van de bepalingen van deze overeenkomst het eventuele saldo van hun kledingfondsrekening.

*Art. 12*

Het eventuele saldo van het sociaal voorschot kan worden teruggewonnen bij het vertrek van de werknemer.

### HOOFDSTUK III - Slotbepalingen

*Art. 13*

Deze overeenkomst **heft** de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 december 2005 betreffende de toekenning van een aanvullende werkloosheidsvergoeding ten gunste van sommige oudere ontslagen werknemers op, die geregistreerd werd op 11 januari 2006 (nummer 77985).

*Art. 14*

Deze overeenkomst wordt van kracht op 1 januari 2006 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Elke ondertekenende partij mag deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen met een opzeggingstermijn van drie maanden betekend per aangetekende brief aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Waalse Gewest.

De partij die deze collectieve arbeidsovereenkomst opzegt is verplicht om een nieuw ontwerp van overeenkomst voor te stellen.